

Burundi : Un militant anti-corruption écroué pour "fausse déclaration"

@rib News, 07/02/2012 â€“ Source AFPLe prÃ©sident d'une association de lutte contre la corruption au Burundi a Ã©tÃ© arrÃ©tÃ© et Ã©crouÃ© mardi soir pour Ãªtre accusÃ© de "fausses dÃ©clarations" sur une plainte du ministre de la justice, a-t-on constatÃ©. Un substitut du procureur gÃ©nÃ©ral prÃ©s la Cour anti-corruption vient de dÃ©cider de m'arrÃªter et de m'incarcÃ©rer la prison de Mpimpa Ã Bujumbura, sur une plainte du ministre de la Justice", a annoncÃ© la presse Faustin Ndikumana, prÃ©sident de l'association Parole et action pour le rÃ©veil des consciences et l'Ã©volution des mentalitÃ©s (Parcem). M. Ndikumana a fait cette dÃ©claration au sortir du parquet de la Cour anti-corruption aprÃ¨s plus de six heures d'interrogatoire, dans la capitale Bujumbura. Des agents de la brigade anti-corruption avaient tentÃ© de l'arrÃªter mardi matin dans les studios de la Radio publique africaine mais y avaient renoncÃ© face Ã l'hostilitÃ© des journalistes de cette station privÃ©e, trÃ¨s critique envers le pouvoir. M. Ndikumana s'est ensuite rendu volontairement au parquet. "J'ai constatÃ© que c'est le ministre de la justice (Pascal Barandaiye) qui a portÃ© plainte contre moi pour fausses dÃ©clarations et pour propos diffamatoires, suite Ã une lettre que je lui ai adressÃ©e et des propos que j'ai tenu rÃ©cemment sur plusieurs radios", a-t-il poursuivi. Le prÃ©sident de Parcem avait affirmÃ© dans sa correspondance qu'Ãªtre payÃ© par les demandeurs d'un emploi Ã la magistrature, et que le ministre de la Justice (avait) une part de responsabilitÃ© dans cet Ã©tat de fait, selon une copie de la plainte. M. Ndikumana a estimÃ© qu'il critiquait en l'occurrence Ãªtre un systÃ¨me et non des individus, et que ces pratiques de corruption existaient depuis des annÃ©es dans le domaine de la justice. "Mandela a connu la prison, Gandhi a connu la prison. Etre emprisonnÃ© pour dÃ©fendre les intÃ©rÃªts de la population, la justice, la vÃ©ritÃ©, pour moi ce sera un honneur", a-t-il ajoutÃ©. Au Burundi, pays considÃ©rÃ© comme l'un des plus corrompus du monde, notamment par l'organisation Transparency International spÃ©cialisÃ©e en la matiÃ¨re, de nombreux responsables d'organisations de la sociÃ©tÃ© civile ont dÃ©jÃ connu la prison, et font rÃ©guliÃ¨rement l'objet de menaces de mort.